



Le 13 octobre à Matignon : solidaires avec le mouvement de la jeunesse !

Le grand oral du Ministre de l'Éducation nationale à l'Assemblée ne convainc pas !

Après avoir infantilisé, accusé et stigmatisé les lycéen·nes dans la presse, le ministre de l'Éducation nationale, interrogé à l'Assemblée nationale, affirme qu'il ne peut accepter qu'ils et elles portent atteinte à l'Institution. Et il faut attendre 1 heure de questions en audition en commission des affaires culturelles sur le blocage des lycées pour que le Ministre concède que les casseur·euses ne sont pas forcément des lycéen·nes.

Quelle condescendance ! Quelle malhonnêteté intellectuelle ! Qui casse les services publics depuis des années si ce n'est ce gouvernement-même et les précédents en 10 ans au moins de Macronie ?

Et nous ne reviendrons pas sur les fausses accusations de manipulation des jeunes par les organisations syndicales ou tel ou tel parti politique. Nous avons tou·tes été témoins, dans les nombreuses vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux, des tentatives d'intimidation, y compris face aux élu·es de la République, et de dégradation du mouvement. Personne n'est dupe de l'avantage de celles et ceux qui ont intérêt à discréditer le mouvement des lycéen·nes et étudiant·es. Notamment celles et ceux qui défendent l'ordre et la sécurité en lieu et place de la liberté d'expression, de circulation et de l'émancipation par l'instruction.

Après une répression policière aussi brutale qu'inédite, des milliers de jeunes ont été interpellé·es depuis le 17 septembre. Les personnels et les parents d'élèves se sont mobilisés aux côtés des lycéen·nes et des étudiant·es les 6 et 8 octobre. Nous étions 450 000 dans la rue le 6 pour porter les revendications lycéennes, partagées depuis longtemps par de nombreuses organisations syndicales de l'éducation, et condamner les violences policières subies par les jeunes mobilisé·es.

Plusieurs milliers d'interpellations ont donc été recensées, plus de 200 élèves ont été blessé·es par la police, infligeant parfois des blessures irrémédiables. Pourtant Laurent Nuñez ne reconnaît aucune erreur. Il doit en porter l'entière responsabilité. Le Sundep-Solidaires Paris salue l'interdiction de l'utilisation des armes létales mais souligne l'insuffisance de cette décision.

Non, Monsieur le Ministre, les revendications des jeunes ne sont pas seulement « assez légitimes » mais claires et justifiées et ils et elles doivent être protégé·es lors de leur expression :

- augmentation des moyens,
- rénovation du bâti scolaire,
- allègement des classes,
- lutte contre les discriminations notamment racistes et sexistes,
- fin de Parcoursup,
- et réorganisation des emplois du temps rendus inhumains par la réforme Blanquer.

Pourtant le ministère ne semble pas vouloir entendre et répondre dignement aux revendications des lycéen·nes qui rejoignent celles des personnels. Il se contente d'annonces médiatiques en trompe l'œil alors même que s'ouvre le débat budgétaire 2027.

À la rentrée, à Paris, ce sont plus de 200 contractuel·les qui n'ont pas été reconduit·es, la plupart proches d'être Cdisé·es, et le ministre Geffray s'engagerait maintenant à trouver 3 000 enseignant·es en 8 jours. Son mépris vis-à-vis de la profession est insoutenable et les enseignant·es ne peuvent être considéré·es comme une variable d'ajustement d'un budget irresponsable et indigne !

Le débat démocratique ne peut être réduit à des demi-journées d'échange organisés par les chef·fes d'établissement qui, eux et elles aussi dénoncent une proposition « *hors sol* » dans le contexte actuel. Le problème n'est pas tant de « *discuter* » que de résoudre les problèmes.

Quant à la consultation nationale sur la plateforme Agora des lycéen·nes jusqu'au 23 octobre, elle ne filtre pas la participation des seul·es lycéen·nes. N'importe qui peut y dire ce qu'il veut. Et si cette consultation retient autant l'attention du gouvernement que celle qui concernait le climat ou le Grand débat après les Gilets jaunes, gageons qu'il n'en restera rien !

En revanche, en 4 ans, les élèves et les personnels de l'Éducation nationale ont vu se succéder 7 ministres et près de 4 000 modifications du code de l'éducation.

Les réformes ont aggravé les inégalités et les lourdeurs dans l'organisation des emplois du temps. Le décrochage scolaire dans les territoires ultra-marins n'est pas pris en compte.

L'ascenseur social est bloqué au niveau 0.

Les 54 heures d'orientation par élève et par an ne sont pas utilisées.

Parcoursup, cette boîte noire, n'a ni réduit la reproduction sociale ni favorisé la mixité sociale. L'algorithme a cependant permis de réduire toujours plus le nombre de places accessibles dans le supérieur. Les boursiers sont délaissé·es.

Pourquoi le ministre Geffray a-t-il attendu le 7 octobre pour demander à connaître l'état des manques dans les établissements scolaires ? Il cible 800 établissements prioritaires dans l'urgence et s'engage à apporter des réponse sous 8 jours... Pendant les vacances donc ?

Parce que les jeunes sont la première force vive de notre pays, le Sundep-Solidaires Paris renouvelle son appel à tous les personnels des établissements privés sous contrat à rejoindre la mobilisation lycéenne et étudiante le 13 octobre.

Nous demandons un plan d'urgence pour l'école et à long terme :

- la fin des suppressions de postes et un recrutement massif de personnels pour faire baisser le nombre d'élèves par classe ;
- l'augmentation des salaires et l'indexation du point d'indice sur l'inflation ;
- un plan d'ampleur de rénovation du bâti scolaire ;
- plus de justice sociale dans l'éducation nationale : notamment l'abandon des subventions facultatives aux établissements privés et l'entrée de ces établissements dans la carte scolaire ;
- l'abrogation des réformes Blanquer qui ont déstructuré les lycées ;
- la fin de Parcoursup et de la sélection à l'université.